

Chapitre 1 – L'économie française au lendemain de la Première Guerre mondiale

EXTRAIT DU PROGRAMME : 1. Histoire économique et sociale des principaux pays industrialisés au XXe siècle. Histoire économique des nations européennes et des États-Unis d'Amérique de la Première à la Seconde Guerre mondiale.

PLAN DU COURS

- I. LES CONSEQUENCES HUMAINES, FINANCIERES ET ECONOMIQUES DE LA PREMIERE GUERRE MONDIALE**
 - A. UN DRAME HUMAIN**
 - B. LES PERTES ECONOMIQUES**
 - C. LES PERTES FINANCIERES**
- II. L'AVENTURE MONETAIRE (1918-1928)**
 - A. LA SITUATION MONETAIRE AU LENDEMAIN DE LA PREMIERE GUERRE MONDIALE**
 - 1. AVANT LA PREMIERE GUERRE MONDIALE**
 - 2. APRES LA PREMIERE GUERRE MONDIALE**
 - B. LA POLITIQUE DE REDRESSEMENT DU CARTEL DES GAUCHES**
 - 1. L'ELECTION ET LE PROGRAMME DU CARTEL DES GAUCHES**
 - 2. LES TENTATIVES DU GOUVERNEMENT D'EDOUARD HERRIOT**
 - C. LA PROBLEMATIQUE DES REPARATIONS ALLEMANDES**
 - 1. LE CONTEXTE**
 - 2. LE DEBAT EN FRANCE**
 - 3. LA CHRONOLOGIE DES EVENEMENTS**
- III. LA STABILISATION DE RAYMOND POINCARE**
 - A. LES MESURES IMMEDIATES**
 - 1. LES MESURES FISCALES**
 - 2. LES AUTRES MESURES**
 - 3. LES RESULTATS**
 - B. LA LOI MONETAIRE ET L'ACHEVEMENT DE LA STABILISATION**
 - 1. LE DEBAT**
 - 2. LA LOI MONETAIRE DE 1928**

EXERCICE N°1 : Qu'est-ce qu'une « économie de guerre » ?

Le conflit en Ukraine a propulsé la France en situation d'« économie de guerre », martèle l'exécutif. Pourtant, seule une poignée de pays peuvent s'en prévaloir.

Sophie Amsili

Drôle d'économie de guerre. Depuis près de deux ans, l'exécutif martèle que la France est entrée en « économie de guerre » et que celle-ci monte en puissance progressivement. Le président de la République est le premier à avoir lâché l'expres-

sion en juin 2022 devant les industriels de la défense au Salon Eurosatory. « *Tout a changé* », expliquait Emmanuel Macron, quatre mois après le début de l'invasion russe en Ukraine. La France s'est mise en « *mode économie de guerre* », répète-t-il lors de ses vœux 2024 aux armées. Dans cette lignée le ministre des Armées, Sébastien Lecornu, a brandi mardi la menace de réquisitions aux industriels du secteur.

La notion d'économie de guerre n'est pas clairement définie. « *Elle se caractérise généralement par une forte hausse des dépenses de défense et par l'allocation globale des ressources vers un objectif militaire* », décrit Sylvain Bersinger, chef économiste du cabinet Asterès dans une note publiée fin mars. La part du PIB consacrée à l'armement – et son évolution – est donc un bon indicateur. Mais il n'existe aucun seuil chiffré et surtout il ne recouvre qu'une seule dimension de l'économie de guerre.

L'autre dimension est celle d'une intervention accrue de l'Etat dans l'économie. C'est lui qui va réorganiser tout l'appareil productif pour équiper les troupes, mais aussi les armer, les transporter, les nourrir, les soigner... « *C'est un cadre très*

particulier où l'on suspend le fonctionnement de l'économie de marché, pour ne pas prendre le risque de délais ou d'incertitudes », explique Renaud Bellais, codirecteur de l'Observatoire de la défense de la Fondation Jean-Jaurès.

Un tiers du PIB ukrainien

Le concept d'économie de guerre est apparu avec l'ère industrielle. Jusqu'alors, la guerre était « *une activité de niche* », saisonnière presque, entre quelques milliers ou dizaines de milliers de soldats, rappelle Renaud Bellais. La guerre de Sécession aux Etats-Unis est le premier exemple d'une mobilisation à grande échelle, estime-t-il.

Mais c'est la Première guerre mondiale qui marque un tournant : l'intensité des combats fait exploser les besoins des armées. Entre 15 % et 25 % de la richesse française sert alors à financer l'effort de guerre, selon l'économiste Jean-Marc Daniel. La Seconde Guerre mondiale pulvérisera les records : les Etats-Unis consacrent environ 40 % de leur PIB pour répondre aux besoins de leur armée, l'Allemagne 75 %, selon certains chercheurs.

Des proportions qu'on ne retrouve dans aucun pays depuis

des années, sauf peut-être la Corée du Nord qui dépense entre 15 et 25 % de sa richesse pour ses besoins militaires, selon les estimations. L'autre exception notable est l'Ukraine qui a consacré un tiers de son PIB à ses besoins militaires en 2022, d'après les données compilées par la Banque mondiale.

La part du PIB consacrée à l'armement est un bon indicateur.

Mais il n'existe aucun seuil chiffré.

En face, la Russie a mis une partie de son outil industriel au service de son complexe militaire, mais ses dépenses militaires ne représentent « *que* » 6 % de son PIB en 2023 (contre 4,1 % l'année précédente). Peut-on alors parler d'« économie de guerre » ? Pour le cabinet Asterès, c'est bien le cas car « *l'économie du pays est totalement réorganisée depuis 2022 en fonction d'objectifs militaires et non plus économiques* », notamment via la mobilisation de

réservistes et la réorganisation des flux commerciaux en fonction de considérations géopolitiques.

« Economie de crise »

Israël, de son côté, pouvait déjà être considéré comme une « *pré-économie de guerre* » permanente depuis sa création, selon Renaud Bellais. La part des dépenses militaires, en recul ces dernières décennies, représentait encore 4,5 % du PIB en 2022. Depuis les attentats du 7 octobre, la mobilisation des réservistes, la chute brutale du PIB et la priorité donnée aux objectifs militaires, l'Etat hébreu est indéniablement entré en économie de guerre.

Quant à la France, qui doit consacrer 2 % de son PIB à sa défense cette année, elle s'approcherait plutôt du stade intermédiaire d'« économie de crise », d'un pays qui veut se tenir prêt à réagir, estime Renaud Bellais : « *L'expression est en fait utilisée par le président de la République pour provoquer un électrochoc dans l'opinion*. » Emmanuel Macron l'avait lui-même reconnu dans ses vœux aux armées : « *Parfois nous sommes encore dans les à-coups, voire la communication. Nous devons passer à une réalité systémique et systématique*. » ■

Source : Les Echos, 2024

Question 1.1 Proposez une définition de la notion d'« économie de guerre ».

EXERCICE N°2 : Le Cartel des Gauches et le « mur de l'argent »

Les radicaux au pouvoir au milieu des années 1920 n'ont ni le poids politique, ni la volonté d'affronter les puissances d'argent pour résoudre la crise financière.

Par Gérard Vindt

Mon adversaire, c'est le monde de la finance ! », lançait François Hollande dans un discours de campagne au Bourget le 22 janvier 2012, pensant ainsi toucher le peuple de gauche pour lequel la finance a toujours eu le cœur à droite. Et ceci depuis l'époque du Cartel des gauches, lorsqu'Edouard Herriot dénonçait le « *mur d'argent* » comme

responsable de l'échec de sa politique et de sa chute. En fait, les causes de l'échec du fameux Cartel sont multiples.

UNE MAJORITÉ POLITIQUE FRAGILE

Il y a, d'abord, le rapport de force politique. Aux élections législatives de mai 1924, le Bloc national au pouvoir, qui vient d'augmenter les impôts pour compenser le non-paiement

N° 448 MAI 2024 / ALTERNATIVES ÉCONOMIQUES

des réparations allemandes aggravé par la vaine occupation de la Ruhr, est battu. Grâce à un accord électoral, un « Cartel » (formé des radicaux, des socialistes, des républicains-socialistes) totalise 287 sièges. Il en faut 291 pour atteindre la majorité absolue. Les 40 députés d'un centre mouvant, libéraux en matière économique, sont en position d'arbitres.

Mais les fragilités viennent aussi de l'intérieur du Cartel. Au lendemain de la victoire électorale, Edouard Herriot, chef du Parti radical, premier parti du Cartel, se prononce pour le rétablissement d'un rigoureux équilibre budgétaire et, face aux fraudes importantes, pour un impôt sur le revenu mieux contrôlé afin de dégager des ressources nouvelles. Cependant, Léon Blum, le dirigeant du Parti socialiste, s'engage simplement à soutenir le gouvernement cartelliste sans y participer. Son parti, soumis à la pression du petit Parti communiste, qui a scissionné en 1920, reste ferme sur sa proposition phare en matière financière : établir un impôt sur le capital.

Herriot, devenu président du Conseil, forme donc un gouvernement avec treize radicaux et des républicains-socialistes. L'aile droite du Cartel est représentée en particulier par le ministre des Finances, Etienne Clémentel, placé là pour rassurer le monde de la finance.

La finance anglo-saxonne est dans un premier temps rassurée par la politique internationale d'Herriot, qui s'engage sans équivoque à retirer les troupes de la Ruhr et à respecter le plan des experts dirigés par l'Américain Charles Dawes visant à réduire le montant des réparations allemandes et à rééchelonner leur paiement. Il prône une « sécurité collective » en Europe sous l'égide de la Société des nations, appelée à intégrer l'Allemagne en son sein.

Par ailleurs, le Cartel n'est pas affaibli par les premiers craquements dans l'empire colonial au Moyen-Orient, en Indochine, mais surtout au Maroc, où une insurrection est écrasée sans état d'âme.

Sur le plan social, le gouvernement reconnaît *de facto* l'existence des syndicats de fonctionnaires et prévoit pour 1925 un relèvement de leurs traitements. Il crée en janvier 1925 le Conseil national économique, réclamé par la CGT, qu'il voit comme un instrument de coopération entre gouvernement, patronat et syndicats.

Au printemps 1925, il peut s'estimer soutenu par le pays, comme en témoignent les élections municipales : les radicaux conservent Lyon, où Herriot est réélu, Marseille, Le Havre, Saint-Etienne, et le Cartel progresse à l'échelle nationale. Toutefois, les problèmes financiers vont compromettre les chances de succès de l'expérience Herriot.

L'économie française ne se porte alors pas si mal, lancée dans une reconstruction-modernisation prometteuse. Mais, du fait de la guerre, l'Etat est très lourdement endetté, à hauteur de

LES CAUSES DE L'ECHEC DU CARTEL des gauches sont multiples et viennent aussi de l'intérieur

115 milliards de franc-or en 1919 : une dette extérieure, surtout envers les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, de 40 milliards et une dette intérieure de 75 milliards via les emprunts de défense nationale. S'y ajoutent 51 milliards de « dette flottante » (bons du Trésor) à échéance de trois à douze mois qui permettent à l'Etat de renflouer sa trésorerie mais laissent planer la menace de demandes massives de remboursement à brève échéance, en cas de perte de confiance des épargnants.

La confiance, voilà l'enjeu. En 1924, l'endettement de l'Etat s'est encore aggravé, atteignant 134 milliards : le paiement des pensions liées à la guerre, l'investissement dans les infrastructures, l'aide aux entreprises alourdissent les dépenses. Sitôt au pouvoir, Herriot est confronté à ces problèmes, d'autant que les Etats-Unis ont refusé de renégocier les dettes de l'Hexagone.

Mais le danger principal vient de l'intérieur du pays. Les possesseurs de capitaux, grands et petits, ont plusieurs raisons de ne pas faciliter la tâche du gouvernement. Ils n'ont pour la plupart guère le cœur à gauche. Et encore moins le portefeuille. Ils s'inquiètent d'abord de la proposition des socialistes d'instaurer un impôt sur le capital, même si pour l'instant Herriot écarte cette option. Ils s'inquiètent également de l'éventualité d'une consolidation des rentes (bons de la défense nationale ou bons du Trésor), c'est-à-dire un rééchelonnement des remboursements. Enfin, ils craignent une nouvelle chute du franc (la dernière date de mars 1924).

LE RÔLE CLÉ DE LA BANQUE DE FRANCE

La monnaie est en effet très affaiblie, même si le gouvernement cartelliste, comme ses prédécesseurs, entretient l'illusion de la restauration progressive de la parité-or du franc d'avant-guerre. Une illusion car, pendant la guerre, la masse des billets en circulation est passée de 6 à 35 milliards de francs avec la même couverture-or dans les coffres de la Banque de France. Et la planche à billets continue de fonctionner après-guerre. Sous le Cartel, les besoins de trésorerie augmentent d'autant plus que nombre de détenteurs de bons de la défense nationale venus à échéance se font rembourser. Pour se financer, Clémentel lance en novembre 1924 un emprunt qui remporte peu de succès.

Ne reste plus que la solution des avances de la Banque de France. Or, début janvier 1925, le plafond de ces avances défini par la loi est dépassé de 1,4 milliard. Et le maximum de circulation monétaire légal, fixé à 41 milliards, est dépassé d'un

**11 mai-15 juin
1924**

Elections législatives.
Majorité relative du Cartel
des gauches à la Chambre.

**Janvier
1925**

Les plafonds des avances
de la Banque de France
et de la circulation monétaire
sont dépassés.

**10 avril
1925**

Chute d'Herriot après
un baroud d'honneur
en proposant un impôt
sur le capital.

**Juillet
1926**

Fin des gouvernements
cartellistes. Retour
de Poincaré au pouvoir.

milliard. Pendant un temps, la Banque de France a accepté de masquer cette dérive en publiant des faux bilans. Mais elle somme désormais le gouvernement de rendre public le dépassement et de faire voter une loi augmentant le plafond des avances. Ce qui à coup sûr affolerait les marchés et provoquerait le renversement du gouvernement au Parlement.

DEUX GAUCHES

Herriot choisit le panache. Il se rallie soudain à la proposition des socialistes qu'il a toujours refusée : un impôt sur le capital pour renflouer les caisses de l'Etat. Le 2 avril, Clémentel démissionne. Le 9 avril, la Banque de France publie un vrai bilan révélant le montant des dépassements des plafonds et, le lendemain, le Sénat rejette le projet du gouvernement, contraint de démissionner. Des gouvernements cartellistes impuissants se relaieront encore pendant quinze mois, toujours plus à droite avant la chute finale en juillet 1926.

C'est le retour au pouvoir de Raymond Poincaré qui provoque un retournement des anticipations du monde financier, comme

pour prouver que, au contraire du Cartel, la droite bénéficie a priori de sa confiance... pour dévaluer le franc de 80 %.

L'expérience du Cartel montre que, désormais, les milieux financiers peuvent bien plus qu'avant tenir en échec les choix des électeurs. Elle montre aussi qu'il existe deux gauches : celle du radicalisme avant tout politique, attachée au parlementarisme, à la laïcité, à des réformes sociales progressives dans le cadre d'une économie capitaliste libérale. Et celle incarnée par les socialistes d'alors, qui veulent changer les structures économiques, faire payer les riches pour réaliser des réformes sociales profondes. ■

EN SAVOIR PLUS

■ *Leçon d'histoire pour une gauche au pouvoir. La faillite du Cartel (1924-1926)*, par Jean-Noël Jeanneney, Seuil, 1977.

■ « *L'expérience manquée du Cartel des gauches* », dans *Victoire et frustrations 1914-1929*, par Jean-Jacques Becker et Serge Bernstein, Seuil-Points Histoire, 1990.

■ « *L'échec de l'expérience Herriot* », chapitre VII d'*Histoire du Parti radical*, par Serge Bernstein, Presses de Sciences Po, 1980.

Question 2.1 Expliquez ce qu'est le « mur de l'argent » : pour quelle raison ce « mur » s'est-il constitué ? Quelle est sa source ?